

*Communiqué de presse***Formation à Bamako de 13 Nouveaux Observateurs des droits de l'Homme de l'UA et de la CEDEAO**

Bamako, le 12 juillet 2013 -- En prélude à leur déploiement à travers le Mali, en particulier dans les trois régions du Nord - Gao, Tombouctou et Kidal - un groupe de 13 observateurs des droits de l'Homme ont entamé hier un stage de formation de trois jours à Bamako.

Ces observateurs proviennent du Burundi, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, de la République Centrafricaine (RCA), de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria, de l'Ouganda et de la République Démocratique du Congo (RDC). Ils sont le deuxième lot des observateurs africains des droits de l'Homme à être déployé au Mali, dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) et de l'Autorité de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces décisions ont été entérinées par le Conseil de Sécurité des Nations unies dans ses résolutions 2085 (Décembre 2012) et 2100 (Avril 2013).

Cette formation de pré-déploiement, organisée par le Bureau de l'Union africaine au Mali (le successeur temporaire de la MISMA) en collaboration avec la composante Droits de l'Homme de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), permettra aux observateurs de: comprendre leur mandat, ainsi que la sociologie politique et la situation sécuritaire du Mali ; se familiariser avec les principales parties prenantes en matière des droits de l'Hommes au Mali ; comprendre les défis et opportunités en matière de droits de l'Homme au Mali ; connaître les principaux acteurs et les possibilités de collaboration avec eux ; apprécier la situation particulière des groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et des personnes déplacées ; maîtriser les stratégies et techniques de surveillance des prisons et centres de détention ; et mettre à jour leurs connaissances en matière de survi dans un environnement hostile.

Les observateurs ont été accueillis au nom du Représentant Spécial du Président de la Commission de l'Union Africaine et Chef du Bureau de l'UA au Mali, le Président Pierre Buyoya, par son Conseiller Spécial, le général Jean-Marie Michel Mokoko, qui a réitéré

l'engagement de l'UA et de la CEDEAO à suivre et faciliter l'amélioration de la situation des droits de l'Homme au Mali. *« L'UA et la CEDEAO, en collaboration avec l'Union européenne et les Nations Unies, ont unanimement reconnu l'urgence de déployer des observateurs des droits de l'Homme pour suivre et contribuer à une amélioration de la situation des droits de l'Homme ainsi qu'au respect du Droit International Humanitaire par toutes les parties dans le conflit malien, »* a-t-il déclaré.

Le Chef de l'équipe des Observateurs des droits de l'Homme de l'UA et de la CEDEAO au Mali, Mme Reine Alapini Gansou, Avocate et professeur de droit du Bénin, membre de la Commission Africaine des Droits de l'homme et des peuples, et Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme en Afrique, a affirmé que le travail des observateurs africains des droits de l'Homme *« fait partie de la contribution de l'Afrique à la paix et la justice au Mali. »* Elle a félicité le premier groupe de neuf observateurs pour leur dévouement et assiduité au travail dans des conditions difficiles, et a ajouté que le déploiement de 13 autres observateurs devrait faciliter la réalisation du mandat des observateurs africains des droits de l'Homme au Mali, tel que défini par les dirigeants de l'UA et de la CEDEAO.

Le Chef de la composante droits de l'Homme de la MINUSMA, M. Guillaume Ngefa, s'est félicité de la collaboration entre l'UA et l'ONU au Mali, en matière des droits de l'Homme et a exhorté les nouveaux observateurs à travailler dans le même esprit. *« Il est important pour les observateurs internationaux des droits de l'Homme au Mali de continuer à travailler en étroite collaboration, afin d'éviter toute confusion parmi les parties prenantes, en particulier les populations maliennes, ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux, »* a-t-il souligné.

À l'issue de leur formation, les 13 observateurs rejoindront les neuf autres observateurs africains des droits de l'Homme déjà sur le terrain à Bamako, Gao et Tombouctou et seront également déployés à Kidal dès que la situation sécuritaire le permettra.

Fin